

**Arrêté du 23 février 2015 portant renouvellement de M. Alain MUZI
dans le statut d'emploi de directeur fonctionnel des services pénitentiaires,
en qualité de chef d'établissement du centre de détention de Salon-de-Provence
NOR : JUSK1540013A**

La garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de justice administrative, notamment ses articles R 421-1 et suivants ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'Etat ;

Vu la loi n°2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire ;

Vu l'ordonnance n°58-696 du 6 août 1958 modifiée par la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative au statut spécial des personnels des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n°2007-930 du 15 mai 2007 portant statut particulier du corps des directeurs des services pénitentiaires, notamment son article 19 ;

Vu le décret n°2007-931 du 15 mai 2007 relatif au statut d'emploi de directeur interrégional et de directeur fonctionnel des services pénitentiaires, notamment son article 7 ;

Vu le décret n°2010-1641 du 23 décembre 2010 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels placés sous statut spécial des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu l'arrêté du 19 septembre 2014 modifié fixant la liste des emplois de directeur interrégional et de directeur fonctionnel des services pénitentiaires, notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice en date du 15 avril 2011 portant détachement de M. Alain MUZI dans le statut d'emploi de directeur fonctionnel des services pénitentiaires, en qualité de chef d'établissement du centre de détention de Salon-de-Provence, à compter du 18 avril 2011 ;

ARRÊTE

Article 1

M. Alain MUZI, chef d'établissement du centre de détention de Salon-de-Provence, depuis le 18 avril 2011, est maintenu, en la même qualité, à compter du 18 avril 2014, dans le statut d'emploi de directeur fonctionnel des services pénitentiaires pour une dernière durée maximale de trois ans.

Article 2

En application des dispositions prévues par les articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de la date de notification à l'intéressé.

Article 3

La directrice de l'administration pénitentiaire est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié à l'intéressé.

Fait le 23 février 2015.

La garde des sceaux, ministre de la justice,
Par délégation,
La sous-directrice des ressources humaines et
des relations sociales,

Fabienne DEBAUX